

Monsieur REINSTADLER rappelle au Conseil sa délibération en date du 24 Juin 1991 par laquelle il souhaitait être consulté sur le dossier de réalisation de la Z.A.C. de MESSEIN créée par arrêté préfectoral du 22 Février 1990, dont le plan périmétral jouxte la Z.A.C. d'habitat de LUDRES-SUD et qui s'étendra sur 17 hectares 65 ares.

Un examen de l'étude d'impact et du projet de Règlement d'Aménagement de Zone actuellement à enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 1991 ont permis de faire état de quelques réserves :

1/ S'agissant de l'étude d'impact, le document signale en préambule les préjudices causés par la proximité de cette zone d'activité sur LUDRES-SUD :

- "les premières maisons seront à 20 mètres de la Z.A.C. de MESSEIN" (cf page 14)

- "la rose des vents présentée dans la description de l'environnement met en évidence 2 types de vents prépondérants : les vents de Sud-Ouest et les vents du Nord Nord-Est. Les vents du Sud-Ouest propageront les bruits, les poussières et les odeurs en provenance de la Z.A.C. sur LUDRES-SUD situé dans l'axe de ces vents au Nord est du site." (cf page 23)

En conséquence, l'étude d'impact propose un certain nombre de mesures compensatoires destinées à diminuer "l'impact négatif du projet de Z.A.C. sur la population riveraine," notamment :

- "le choix de l'emplacement de chaque entreprise par rapport à LUDRES-SUD devra être envisagé en fonction de son activité et de ses nuisances"(cf page 23). Le document souligne néanmoins "qu'aucune installation classée ne s'installera sur cette zone, le SDAU l'interdisant".

- "les haies de la bordure nord (de la Z.A.C. de MESSEIN) devront être maintenues et renforcées. Ces haies masqueront en partie le site à la vue des riverains et retiendront dans une certaine mesure les poussières susceptibles d'être emportées par les vents en direction du lotissement." (cf page 25)

Au delà du caractère aléatoire des mesures proposées par l'étude d'impact sur lesquelles il conviendra de revenir, il paraît souhaitable d'apprécier leur degré d'inscription dans le R.A.Z. et le P.A.Z.

2/ S'agissant du R.A.Z. et du P.A.Z. on note des contradictions qui obèrent les propositions de l'étude d'impact.

Alors que l'article UX 1 prévoit l'interdiction des installations classées soumises à autorisation (conforme à l'étude d'impact et au SDAU), l'article UX 2 autorise "toute installation classée soumise à autorisation et déclaration à condition d'être compatible avec le caractère de la zone qui doit être sans nuisance pour les zones résidentielles".

Par ailleurs, le P.A.Z. prévoit un zonage du secteur avec notamment en bordure du CD 115 b l'activité tertiaire et à proximité immédiate de LUDRES-SUD, l'activité industrielle. Cette disposition semble contraire aux recommandations de l'étude d'impact.

Devant cette situation qui met en évidence des contradictions préjudiciables à LUDRES-SUD, notamment en terme de nuisances visuelles et olfactives,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de se prononcer sur le registre d'enquête de manière que les dispositions prévues à l'étude d'impact soient respectées au niveau du P.A.Z. et du R.A.Z. de la Z.A.C. de MESSEIN, notamment :

. s'agissant des nuisances visuelles :

Il serait souhaitable qu'un renforcement de la haie Nord déjà fortement élaguée par la Navigation soit opéré en préverdissement. Le P.A.Z. pourrait alors envisager une zone non-édificandi plus large que prévue et densément plantée d'arbres à haute tige. Le R.A.Z. compléterait ces dispositions en intégrant en son article ND13 des mesures de paysagement actuellement non prévues. Enfin, il serait souhaitable que cette zone tampon devienne publique afin d'assurer la pérennité des plantations réalisées.

. s'agissant des nuisances auditives et olfactives et de la pollution de l'air :

Le R.A.Z. devrait aussi en son article UX 7 (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) être complété de manière à traiter les arrières des parcelles jouxtant les lotissements de LUDRES-SUD. La distance des bâtiments par rapport à cette limite pourrait alors être élargie afin de traiter l'espace resté vierge en espace vert.

De même l'article UX 11 (aspect extérieur) devrait être complété de manière à interdire sur l'arrière des parcelles jouxtant les lotissements de LUDRES-SUD les dépôts et aires de stockages. Ce même article devrait prévoir un traitement particulier des façades donnant sur LUDRES-SUD (afin de limiter les nuisances visuelles) et sur la RD 570 et le CD 115 (afin d'améliorer l'image du site).

Enfin, l'article UX 13 (espaces libres et plantations) devrait pouvoir être complété de manière à privilégier les plantations dans les arrières de parcelles jouxtant LUDRES-SUD et inciter la création d'espaces verts plantés le long de la RD 570 et du CD 115 b.